



La communication politique négative en campagne présidentielle : cas de la RDC (Campagne de novembre 2018)

Professor Mukamba Longesha^I

Résumé

La communication politique négative, entendue ici comme la stratégie consistant à développer de manière approfondie et répétée un message ciblant explicitement un candidat concurrent en lui appliquant un jugement négatif, est présente dans l'univers politique congolais depuis l'accession du pays à l'indépendance alimentée d'abord par le colon dans sa politique de diviser pour régner en mettant surtout en avant l'appartenance tribale du candidat. Ainsi le Muluba est présenté comme vantard, le Katangais paresseux, le natif de l'Equateur voleur, bref des clichés, des stéréotypes, des stigmatisations construites à dessein qui font partie des représentations sociales de l'individu pour mieux les comprendre. L'objet de cette réflexion n'est donc pas de dire que ce qui est dit ou construit au sujet de tel ou tel acteur politique est vrai ou faux.

L'élection présidentielle du 30 décembre 2018, qualifiée de chaotique, a vu la communication politique négative s'ancrer davantage dans les mœurs et se développer grâce à la presse en ligne et aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Celles-ci ont permis, même s'ils étaient pour la plupart de toutes pièces fabriqués, le partage et la visualisation des documents qui ont ainsi acquis une certaine « authenticité » dans une société où l'équation voir = comprendre est bien édifiée. Donc ce qui est vu est vrai.

Si la tribu, décriée pourtant par tout le monde, reste le socle sur lequel elle repose, deux autres éléments inducteurs commencent à lui disputer le leadership et cet élément est la qualification intellectuelle de l'individu et la nationalité. Le diplôme universitaire s'invite dans cet espace et il devient un mythe. Pour preuve, la médiatisation des thèses présentées par des figures de l'espace politique congolais^{II}. On est là dans des procédés argumentatifs particulièrement mobilisés pour produire de la négativité à l'encontre d'un homme politique ou de son entourage.

A) Le contexte historique

La République Démocratique du Congo (ex Zaïre), pays vaste au cœur de l'Afrique, a accédé à l'indépendance le 30 juin 1960.

Depuis l'aube de son indépendance, le pays qui compte plus d'une centaine d'ethnies a connu et connaît encore à ce jour des soubresauts qui impactent sur sa communication politique : sécession katangaise (1960-1963), rébellion muleliste^{III} (1963-1965), révolte des mercenaires etc.

En 1965, l'armée opère un coup d'état et place le colonel Mobutu à la tête de l'Etat. Commence une longue dictature et l'avènement de la pensée unique avec l'instauration du monopartisme troublé par la lettre de 13 parlementaires du Mouvement Populaire de la Révolution (MPR, Parti unique) qui vont créer un parti, l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS).

Détail d'importance, si les 13 parlementaires proviennent des provinces différentes et d'ethnies tout aussi différentes, ce parti sera considéré et est toujours considéré comme un parti des Luba du Kasai, son Président étant jusqu'à sa mort en février 2018, un Muluba du Kasai.

^I Département des Sic, Université de Lubumbashi. E-mail: gaspardpatrice@yahoo.fr

^{II} Ainsi, un Premier Ministre et un Président de l'Assemblée Nationale ont présenté des thèses pendant qu'ils exerçaient leur fonction. Il en résulte ainsi que ces thèses sont considérées comme négociées

^{III} Pierre Mulele est un lumumbiste qui a été à la tête d'une rébellion au Kivu.

Pendant cette longue dictature qui va prendre officiellement fin le 24 Avril 1990, deux guerres, la première appelée de 80 jours et la seconde de 8 jours, va concerner la riche province minière du Katanga. Elles sont l'œuvre des ex-gendarmes katangais, le fer de lance de la sécession évoquée ci-haut.

L'ouverture de l'espace politique congolais le 24 avril va être suivie de l'organisation d'une Conférence Nationale Souveraine (CNS), censée balisée la voie à l'instauration d'un état de droit et préparer les élections libres et démocratiques. Pendant cette Conférence, les langues se délient et s'esquissent déjà une communication politique négative qui cible les candidats et notamment le Maréchal Mobutu dont on va s'interroger sur sa paternité et même sa maternité.

En 1996, une rébellion armée à la tête de laquelle se trouve Laurent Désiré Kabila^{IV}, un Muluba du Katanga, soutenue par le Rwanda et l'Ouganda éclate à l'Est du pays. Elle atteint ses objectifs, c'est-à-dire la conquête du pouvoir avec la chute de Kinshasa le 17 Mai 1997. C'est pour certains Congolais la fin du règne des originaires de l'Equateur et le début de celui des Katangais.

Une nouvelle dictature s'installe. Les libertés publiques et politiques sont restreintes. C'est de nouveau le règne de la pensée unique.

Quelques mois après la prise de pouvoir par Laurent Désiré Kabila, des rébellions renaissent toujours à l'Est avec les concours du Rwanda et de l'Ouganda téléguidés par certaines puissances étrangères. Elles vont occuper une partie du Kivu, de la province orientale, de l'Equateur et du Kasai et du Nord-Katanga.

Le 17 janvier 2001, Kabila est assassiné dans son Palais. Son fils, Joseph Kabila, lui succède. Malgré l'intervention des armées angolaises et zimbabwéennes, il n'arrive pas à bout des rébellions qui gangrènent la vie politique congolaise. Il est contraint de négocier la fin du conflit au travers de la conférence de Sun City, en Afrique du Sud, qui voit réunis autour d'une même table tous les belligérants en ce compris les forces politiques et sociales. Elle se conclut en optant pour une structure gouvernementale 1+4, donc un Président coiffé de quatre Vice-Présidents et la promesse de l'organisation des élections à tous les niveaux en 2006. Ces élections, qui ont lieu effectivement cette année-là, voient la participation du Président de la République sortant et deux de ses anciens Vice-Présidents, à savoir Jean-Pierre Bemba et Arthur Zahidi Ngoma. Mais ils sont boycottés par le plus important parti de l'opposition, l'UDPS de Etienne Tshisekedi.

Pendant cette campagne électorale, Jean-Pierre Bemba va réclamer un débat télévisé entre les différents candidats. Mais le Parti du Peuple pour la Reconstruction (PPRD) va tout mettre en œuvre pour que ce débat n'ait pas lieu. En fait, derrière cette exigence se cache un débat sur le niveau intellectuel du candidat Kabila, qui, cette époque-là, maîtrisait encore mal la langue française et s'exprimait peu en public.

Joseph Kabila est proclamé vainqueur de ce scrutin, ce que conteste Jean-Pierre Bemba son challenger. Cette contestation va prendre une tournure armée avec des affrontements entre les factions de Bemba et l'armée fidèle à Kabila. Bemba est contraint à l'exil. Il se fera arrêter pour des exactions commises par ses troupes en République Centrafricaine à Bruxelles et transférer à la prison de la CPI, à La Haye, en Hollande.

En novembre 2011, des élections présidentielle et législatives sont organisées à la fin du premier quinquennat de Kabila et pour la première fois le parti de Tshisekedi y participe. Le mode de scrutin change. Le pouvoir en place estime que les élections coûtent très chères et propose un scrutin à un seul tour. Il ne faut pas se tromper dans cette manœuvre qui ne dit pas son nom et qui s'inscrit déjà dans une stratégie du glissement, donc dans une communication qui s'inscrit dans un processus de transformation d'une situation Qualifiées de chaotique par les observateurs internationaux et ne comportant qu'un seul tour, elles proclament Kabila vainqueur. Tshisekedi va contester ces résultats et s'autoproclamer vainqueur. Pendant cette campagne présidentielle, les états-majors politiques de certains politiques façonnent une nouvelle communication politique négative que nous analyserons plus loin et qui est bâtie autour de la nationalité et de la tribu et du niveau intellectuel du candidat.

^{IV}Laurent Désiré Kabila entretenait un maquis l'Est du Congo.

La législature qui s'ouvre à l'issue de ces élections chaotiques va voir ces deux thèmes s'ancrer davantage dans les mœurs politiques congolais surtout avec la mise en œuvre par le parti présidentiel de la stratégie du « glissement^V » qui va permettre à Kabila de prolonger son mandat de deux ans. Les élections étaient prévues pour 2016. Elles n'auront finalement lieu qu'en décembre 2018.

Le contexte situationnel étant ainsi balisé, il importe de convoquer le cadre théorique nécessaire pour comprendre les comportements, plus précisément la communication politique négative des politiques, des uns envers les autres et qui vont faire l'objet de notre analyse plus loin,

B) Les soubassements théoriques

1° La Présentation de soi de Goffman

Cette approche théorique nous paraît être, la première, à nous expliquer pourquoi le politique cherche à tout prix à « salir » la « face » de son adversaire politique.

Le mérite de Goffman, c'est de s'être intéressé aux miettes de la vie sociale qui font la trame des relations quotidiennes : rencontres fortuites, échanges de paroles, rites de politesse, combats ignorés de ceux-là mêmes qui se les livrent avec l'acharnement le plus vif. Les interactions qui en résultent sont vues comme un système qui possède des normes, des mécanismes de régulation. L'un des enjeux essentiels de l'interaction, surtout dans une rencontre, apparaît ainsi celui de « faire bonne figure », de se donner une valeur sociale positive par rapport aux autres. Il en est ainsi dans la communication politique. De ce qui précède, la scène politique peut être ainsi assimilée à une scène théâtrale avec ses acteurs, son public et ses coulisses (l'espace ou les acteurs peuvent contredire l'impression donnée dans la représentation). On peut soulever une objection en disant que l'espace politique, ou mieux l'espace public est un espace où se déroule un débat contradictoire, un espace dialectique. Mais les prétendus hommes politiques ont-ils tous ce souci de débattre ? La réalité de la vie quotidienne est tout autre. En effet, c'est un espace où l'on peut se donner des coups en dessous de la ceinture en vertu de la psychologie écologique de Gibson^{VI} dont l'une des idées clés est que nous percevons directement dans l'environnement la valeur fonctionnelle des objets, des situations, des événements, dans leur signification pratique : ceux-ci nous offrent des opportunités d'action ou des prises, sollicitent nos gestes et nos opérations, nous indiquent ce qu'il est possible ou ce qu'il convient de faire, ou nous présentent des risques, des obstacles ou des menaces

Bref, en adoptant la grille de lecture de la vie sociale de Goffman, on arrive à la dramaturgie suivante en ce qui concerne l'espace politique congolais :

- a) **Les acteurs** : ce sont les personnes en représentation, les politiques, les acteurs sociaux participant à la vie politique et qui peuvent agir pour le compte des politiques. Elles doivent donner une *expression* d'elle-même qui produit une *impression* sur le public.
- b) **La façade** : c'est l'attitude du politique en représentation, du politique en mal de positionnement, et des acteurs sociaux cherchant à se positionner, attitude adaptée à la situation dans laquelle ils interagissent (comme un masque, une *persona*).
- c) **Le rôle** : c'est l'attitude que le politique ou l'acteur social quel qu'il soit doit adopter pour correspondre à la situation. Cette attitude relève d'une **routine** lorsqu'elle est formatée par les conventions de la région concernée.
- d) **Le public** : le politique en campagne ou le critique s'adresse à un public qui renvoie tacitement un accord sur la relation qui s'instaure. Il y a un échange permanent entre le politique et le public.
- e) **La représentation** : l'ensemble des actes par lesquels un acteur tente d'influencer le public. Ces actes communicationnels peuvent être *explicites* (exprimées intelligiblement, comme par la parole) ou *implicites* (symboliques, via l'habillement par exemple). La représentation est interactive : elle implique des échanges.

^V Le glissement est une stratégie mise en place à l'époque de Mobutu pour lui permettre de rester au pouvoir aussi longtemps que possible. Les Kabilistes vont le reprendre à leur compte pour assurer celui de leur mentor. Sous cet angle, cette stratégie apparaît comme une action située

^{VI} Gibson, J. J., « Notes on action », in E. Read & R. Jones (eds), *Reasons for realism, Selected Essays of J. J. Gibson*, NJ, Lawrence Erlbaum, p. 385-392, 1974

- f) **La scène, la région** : c'est l'espace clos où se déroule la représentation. Leur nature peut définir les conventions de la représentation. La scène, c'est l'espace public naturel, le plateau de la télévision, le journal ou les réseaux sociaux.
- g) **L'accord, le consensus** : c'est le contrat tacite qui unit les acteurs et le public autour du cadre de la représentation (la scène politique) : on sait de quoi on parle et comment on doit en parler, ainsi que la place de chacun dans la représentation. Et l'accord dans ce cadre tient aussi compte de la scène qu'on utilise. Ainsi l'homme politique sait qu'il peut être l'objet d'une critique virulente de la part de ses adversaires politiques et de ses publics.
- h) **Les coulisses** : les acteurs peuvent agir différemment en coulisses - les zones postérieures des régions - à l'insu du public : c'est à la maison, sur une terrasse, dans un bar, etc.

Le monde apparaît ainsi comme un théâtre et les interactions sociales constituent la représentation où chaque acteur, dans le cas précis, les journalistes et les hommes politiques, cherche à donner une image valorisée de lui-même auprès des autres acteurs. Mais pour bien la jouer, chaque acteur doit être en mesure de trouver des informations qui permettent de situer les autres acteurs avec lesquels il est en interaction. Ainsi, l'action de l'acteur est orientée vers le besoin de fournir intentionnellement ou non une expression (image) de lui-même, et les autres à leur tour doivent en retirer une certaine impression.

Si cette approche met en lumière la problématique de l'image si fondamentale en politique, elle ne met pas en exergue le rôle de la situation dans le comportement des uns et des autres. En effet, s'agissant aussi bien de la façade que du rôle de l'acteur, tout est lié à leur situation en interaction.

2° La théorie de l'action située

La situation est au cœur de l'action humaine dans la mesure où pour un individu, les éléments du contexte sont pertinents pour son action en fonction de ses intentions, préoccupations, ou intérêts. Ainsi, dire de l'agent comme un politique ou un acteur social qu'il est situé, « c'est dire qu'en fonction de ses objectifs, qui font naître autant de problèmes pour lui, il se trouve à la fois dans un champ de possibles et dans un système de contraintes où il doit élaborer une solution »^{VII} qui peut être traduite par la question suivante : que dois-je faire dans une campagne électorale, par exemple, présidentielle pour battre mon challenger ? Cette élaboration ne repose pas sur un plan d'action pour la simple raison que l'agent, le politique ici, aura beau tout planifié, envisager les alternatives entre lesquelles choisir à chaque étape, son accomplissement ne pourra pas être la simple exécution d'un plan. Et pour cause, l'acteur social devra chaque fois s'ajuster aux circonstances qui, comme on le sait, sont dynamiques, et les utiliser pour réduire les incertitudes toujours aussi présentes ainsi que traiter les contingences. Par conséquent, les activités humaines sont avant tout des activités d'interprétation, fondées sur le sens qui lie le sujet et la situation. L'importance donnée à cette notion de signification confirme que l'action et la situation ne doivent pas être dissociées. Face au même contexte objectif, plusieurs sujets peuvent très bien construire des significations différentes.

De ce qui précède, on peut dire que la cognition est socialement et culturellement située. Agir, c'est construire des significations dans un contexte culturel et en relation avec d'autres individus. Ces significations émergent d'un flux d'actions qui ont toujours une dimension sociale, et qui se rattachent à une culture préexistante.

En partant de la perception active, on peut considérer la scène politique congolaise comme un environnement qui offre aux acteurs sociaux la possibilité de rechercher des opportunités d'action, des affordances. Les affordances étant les objets premiers de la perception, elles sont directement perçues en tant que valeurs d'usage. Selon nous, les éléments négatifs de la communication politique sont à insérer dans la perception active. Elles sont une occasion pour tous les acteurs sociaux de tout bord d'entreprendre une action de déstabilisation, de diabolisation. C'est en fait le sens de ces quatre articles qui font l'objet de cette étude et qui, faut-il le souligner, ont été publiés « in tempore suspecto », l'un la veille de la proclamation des résultats officiels, les seconds six jours avant la prestation de serment de Félix Tshisekedi et le troisième et les quatrième cinq mois après la prise de fonction. Ces derniers articles concernent son épouse. Il faut avoir à l'esprit, effectivement,

^{VII}Tiré dans la Présentation in La Logique Des Situations (Sous la direction de Michel de Fornel et Louis Quéré), EHESS-CNRS, 1999, p. 12

C) Les deux premiers articles : le « faux diplôme » belge de Félix Tshisekedi ou la construction de l'image d'un futur président faussaire et en sursis

S'il y a deux sujets sur lesquels les acteurs sociaux congolais ne semblent pas transiger, il y a celui de l'instruction et celui de la nationalité. Mais sur le premier point comme sur le second, on le verra plus loin, la rigueur n'est que de façade^{VIII}

Pendant toute la campagne présidentielle de novembre à décembre 2018, la rumeur agitait les réseaux sociaux et assurait que le candidat Tshisekedi avait déposé, parmi les documents exigés par la Commission Electorale Indépendante du Congo (CENI) un faux document scolaire.

Selon le récit qu'en font La Libre Belgique du 8 Janvier 2019, sous le titre : « Le diplôme de Félix Tshisekedi est un faux » et la VRT du 18 janvier de la même année, sous le titre : « La justice belge confirme : Félix Tshisekedi a utilisé un faux diplôme », tout est parti de la demande du parquet général de la Cour d'appel de Matete (Kinshasa), qui, « **doutant dès le début de l'authenticité du diplôme, a envoyé à Bruxelles, au mois d'août, une « commission d'entraide judiciaire ».** Et la VRT, dans son récit de préciser : « **Les collègues belges ont pris cette mission très au sérieux.** » (Sic) Cette phrase est une communication qui s'inscrit dans un processus de transformation d'une situation. Elle laisse entendre que la société belge est une société qui respecte les normes en vigueur et que si la demande congolaise est fantaisiste, celle-ci devra, tôt ou tard, en assumer les conséquences. Elle doit donc changer aussi et s'assumer.

Pour rappel, la demande d'entraide judiciaire a été envoyée le 7 septembre 2018 depuis l'Ambassade du Congo à Bruxelles au service public fédéral des Affaires Etrangères. Il ressort de cette enquête que « **le candidat congolais à la présidence a été régulièrement inscrit à l'ICC sur une période de plus de 20 ans, mais n'a jamais passé suffisamment d'examens avec un résultat satisfaisant que pour réussir même une seule année supérieure.** » Le non-dit est dit sans détour. Il faut le conforter et la suite du récit en témoigne.

Le 21 novembre 2018 déjà, poursuit l'article, les Affaires Etrangères, remettaient les conclusions de l'enquête à leurs collègues congolais. Mais la question qui se pose est celle de savoir pourquoi ce rapport est transmis juste après l'échec des négociations de Genève qui devaient se conclure par la désignation d'un candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle. On sait qu'après la désignation de Martin Fayulu, le dimanche 11 novembre, Félix Tshisekedi a été le premier à se rétracter suivi ensuite par Kamerhe.

Les deux auteurs de la VRT, Peter Verlinden et Anne François, qui ne font nullement allusion à la rencontre de Genève du 9 au 11 novembre 2018, notent avec dépit qu'entretemps, la candidature de Félix Tshisekedi avait pourtant été approuvée, dès le 19 septembre, et cela bien que la justice congolaise ait soupçonné depuis le début, disent-ils, qu'un faux document avait été déposé. « **Même après la réception des conclusions de la justice belge, la situation n'a pas été modifiée** », soulignent-ils.

Pour comprendre ce dépit belge, il faut se placer dans une conception interactionniste de l'émergence des significations à travers la mise en relation des activités avec leur situation d'affection.

La VRT évoque alors la possibilité que Tshisekedi ait remis la preuve qu'il possède cinq années « d'expérience professionnelle ». Or, affirme-t-elle, cela n'apparaît pas sur le curriculum vitae joint à son acte de candidature. Celui-ci cite, poursuit-elle, « **uniquement du travail de classement dans une compagnie d'assurance, sa propre société de courrier rapide et un travail d'employé à la Banque de la poste** ». Tout lecteur avisé, peut dès lors, à partir d'une communication comme celle-ci, se demander si une telle expérience, peut conduire à l'exercice de hautes fonctions comme celle d'un Président de la République. D'un point de vue constructionniste, on peut se demander si ce n'est pas à dessein que les auteurs parlent « d'expérience professionnelle » tout court et non « **d'expérience professionnelle en politique, dans l'administration** » etc. En effet, quelles sont les conditions réelles pour présenter sa candidature à la présidence de la République ? Au Congo, le candidat doit présenter un diplôme d'études supérieures, soit prouver cinq ans d'expérience professionnelle en politique, dans l'administration ou dans le domaine économique. Ces conditions sont exclusives. Pourquoi la VRT omet-elle sciemment de citer l'expérience professionnelle en politique déclarée par le parti et a opté pour l'expérience dans l'administration ?

^{VIII} Lire l'article de MUKAMBA LONGESHA, Le « mercenariat » et le « circuit ». Situations banales dans le système de l'enseignement supérieur congolais, in Cahiers congolais de communication, 2018- N°2, L'Harmattan, Paris, 2018

En convoquant la position dite « constructionniste », on peut se dire que cet article s'insère dans un construit scientifique qui permet de rendre compte d'une réalité communicationnelle voulue et construite à dessein. Pour preuve, les deux auteurs se perdent alors en conjectures en suggérant, entre autres, que le régime Kabila ait vu et voit un avantage à permettre à un opposant moins dangereux (les dangereux étant, selon eux, Katumbi et Bemba) de prendre part aux élections, ne fût-ce que pour disperser les voix anti Kabila.

Avec l'élection de Félix Tshisekedi, concluent-ils, « ce dossier offre encore un autre avantage aux vrais hommes forts du Congo (lesquels ?). Ils possèdent, en effet, un moyen de chantage assez puissant. Après la prestation de serment, supputent-ils, le président Tshisekedi pourra être destitué à n'importe quel moment, sur la base de l'enquête judiciaire qui a, de plus, été menée par des collègues belges, donc indépendants du clan Kabila. Et Kabila qui aurait été élu à la Présidence du Sénat se retrouverait ainsi Président ad intérim de la RDC. Et le tour serait ainsi joué. Malheureusement pour la VRT, ce scénario ne s'est pas déroulé ainsi. En effet, selon l'idée développée par Suchman^{IX}, si l'action est un procès, c'est-à-dire quelque chose qui procède graduellement vers un état final à travers un travail interne d'organisation, et se déroule dans le temps, elle n'est pas représentable à l'avance, car elle doit traiter une infinité de contingences liées au développement même des circonstances sous l'effet de ce qui est effectué et de ce qui se produit.

Au Congo, concluent-ils enfin, les constructions les plus invraisemblables peuvent, tôt ou tard, devenir réalité. »

Cette conclusion qui stigmatise la société congolaise, montre quels sont les enjeux et le positionnement de ces deux auteurs par rapport à la situation congolaise. Tout en se positionnant dans une conception « situationniste » fermée parce qu'applicable seulement à un certain type de pays et notamment africains alors que cette position est universelle, cette analyse occulte le fait que, comme partout dans le monde, ce qui est construit, ce sont des définitions de situations et de problèmes situationnels qui vont donc dicter la conduite des acteurs sociaux.

Enfin, nos auteurs ne tiennent pas compte des contextes, la « contextualisation » étant comme le dit si bien Mucchielli^X, l'ensemble des processus intellectuels, affectifs et comportementaux conduisant à la construction d'un environnement de référence par rapport auquel les phénomènes prennent un sens.

Examinons maintenant comment cette campagne de diabolisation ou mieux la communication politique négative, se poursuit sous une autre forme en s'attaquant cette fois à la personne de son épouse pour démontrer que le premier Tshisekedi et la seconde, Denise Nyakeru, sont des oiseaux de même plumage confirmant ainsi l'adage selon lequel qui se ressemble s'assemble.

D) Les deux articles suivants sont consacrés à l'épouse de Tshisekedi. Le premier daté du 09/06/19 est intitulé : « Denise Nyakeru est allée dans son pays ! ». Le second daté du 2/09/19 porte le titre suivant: « elle s'appelle Denise Nyakeru : imposteuse et faussaire ».

Le premier article, signé par Freddy Mulongo, a paru sur le blog de Réveil FM International le 9 juin 2019. L'auteur de l'article se demande ce qu'est allée faire Denise Nyakeru au Rwanda, son pays d'origine, où elle devait rencontrer Mme Jeannette Kagame pour une visite officielle de deux jours.

Et Freddy de rappeler que Denise Nyakeru a vécu à Londres avec un passeport diplomatique rwandais avant que, avance-t-il sans fournir la moindre preuve, Scotland Yard n'exige son départ du territoire britannique à cause de ses bévues. Elle va ainsi, poursuit-il, se retrouver à Bruxelles où, son énième mari congolais (sic) étant en prison, elle va, poursuit-il, s'amouracher de Tshisekedi. Et de poser la question : Denise Nyakeru est-elle aussi faussaire que son fameux Antoine Tshilombo ? Il conclut : « les imposteurs se jouent de nous en « falsification » (sic), lire pour nous, en falsifiant) (de) l'histoire. Il n'y a pas du mal à être Rwandaise. Pourquoi Denise Nyakeru se cache-t-elle ? ». Cette question peut paraître anodine, mais elle occulte des sous-entendus, qui, dans le contexte situationnel congolais du moment, est lourd de conséquence. Le Rwandais est considéré comme la racine du mal congolais, celle des crimes contre l'humanité qui s'opèrent dans les provinces de l'Est. C'est ainsi que Mulongo, dans ce même article, reproche à Tshisekedi d'avoir fait applaudir Kagame au Stade des Martyrs lors des obsèques de son père alors qu'il est le bourreau du peuple congolais et qu'il qualifie de « Hitler africain ».

^{IX}Suchman, L., *Plans and Situated Action*. Cambridge, Cambridge University Press, 1987

^XMucchielli, A., *Etude des communications : Nouvelles approches*, Armand Colin, Paris, 2006, p.35

Cette image, cette comparaison cet appel indirect à la notion de représentation sociale est très forte et est utilisée à dessein afin d'interpeller tout Congolais digne de ce nom et qui ne peut oublier que des milliers de Congolais des provinces de l'Est sont morts à cause de la présence des troupes rwandaises. Notre rédacteur fait là appel à des émotions négatives contre Tshisekedi et son épouse. Ces deux-là, dit-il en fait, ne sont pas dignes d'être considérés comme des Congolais parce qu'ils pactisent avec le diable.

Dans le second article paru trois mois après le premier, ce même auteur veut cette fois administrer la preuve que Denise Nyakeru est une Rwandaise. Pour ce faire, l'auteur produit, dans son article, une copie d'une carte d'identité rwandaise avec la photo de Denise contestant ainsi la biographie officielle qui la présente comme une native de Bukavu en mars 1967. La publication de la copie de la carte d'identité appartenant soi-disant à Denise n'est pas le fruit du hasard ; elle obéit au principe selon lequel voir = comprendre très à la mode dans une société congolaise peu habituée aux « fakesnews ». Comme pour enfoncer le clou, Mulongo introduit une dimension religieuse dans les débats en affirmant que Tshisekedi et Denise n'étaient pas mariés le jour de son investiture et que ce mariage n'a été béni que la veille de sa visite en Namibie par un pasteur des Eglises dites de « réveil » qui n'a pas la qualité d'un officier état-civil. En d'autres termes, Tshisekedi et Denise sont des imposteurs et faussaires même sur le plan religieux !

Comme on peut s'en rendre compte, la question de nationalité est très sensible et c'est sur cette fibre très émotivement négative et à forte représentation sociale que joue Mulongo pour discréditer politiquement le couple.

E) La dimension oubliée : les représentations sociales

Pour mieux saisir les stratégies mises en œuvre pour asseoir la communication politique négative surtout dans la recherche de l'émotion, il nous semble intéressant d'introduire dans cette analyse la notion de représentation sociale. En effet, l'émotion trouve aussi son émergence, selon nous, dans les représentations qui sont de véritables systèmes d'interprétations de l'environnement social. Pour rappel, en tant que produit de l'activité mentale, la représentation « résulte à la fois de la réalité de l'objet, de la subjectivité de celui qui la véhicule et du système social dans lequel s'inscrit la relation et l'opinion qui lui est attachée. Toute représentation produit une vision globale et unitaire de l'objet et du sujet. Elle structure la réalité pour permettre une intégration à la fois des caractéristiques de l'objet, des expériences antérieures du sujet et de son système d'attitude et de normes. »^{XI}

De ce qui précède, on peut facilement comprendre que les images véhiculées par les médias sur les atrocités commises sur les populations congolaises et attribuées à tort ou à raison à l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) ait une forte connotation émotive puisque gravées à jamais dans l'imaginaire populaire congolais. Et ceci d'autant que le rajout du qualificatif social à la représentation implique la prise en considération des forces et contraintes émanant de la société ou d'un ensemble numériquement consistant et leur équilibrage avec les mécanismes psychologiques. Ces forces et contraintes invitent ainsi l'acteur social à prendre position.

Conclusion

Pour conclure, cette étude sur la communication politique négative pendant la campagne électorale en République Démocratique du Congo montre que, pour construire et produire la négativité les auteurs recourent à des procédés argumentatifs très émotifs dans la société congolaise que sont la tribu, l'instruction, le religieux et l'appartenance nationale.

Ainsi, la presse belge demande indirectement au souverain primaire congolais comment ce dernier peut faire confiance à un candidat président faussaire et qui, pendant les vingt ans où il a fréquenté un établissement scolaire et de surcroît, en Europe, « **n'a jamais passé suffisamment d'examens avec un résultat satisfaisant que pour réussir même une seule année supérieure.** » Que pouvez-vous attendre de lui ? Ce n'est pas dit, mais c'est suggéré. Le procédé argumentatif est fin et contient une forte dose d'émotion qui trouve son émergence dans les représentations sociales. Un « faussaire », un « imposteur » à tous les niveaux de la vie sociale congolaise ne peut exercer de si hautes fonctions. L'intérêt de cette étude réside aussi dans le fait qu'elle nous montre que pour construire et conduire à bon port une stratégie de communication politique négative, il faut non seulement convoquer les représentations sociales mais compter aussi sur les « affordances » présentes dans la perception active de la vie quotidienne.

^{XI}Abric, Jean-Claude., Coopération, compétition et représentation sociale, Cousset, Del Val, 1987, p.65

Bibliographie sommaire

- Abric, Jean-Claude., *Coopération, compétition et représentation sociale*, Cousset, Del Val, 1987
- De Fornel Michel et Quéré Louis, (sous la direction de), *La logique des situations. Nouveaux regards sur l'écologie des activités sociales*, EHESS, Paris, 1999
- Gibson, J. J., « Notes on action », in E. Read & R. Jones (eds), *Reasons for realism, Selected Essays of J. J. Gibson*, NJ, Lawrence Erlbaum, p. 385-392, 1974
- Mucchielli, A., *Etude des communications : Nouvelles approches*, Armand Colin, Paris, 2006
- MUKAMBA LONGESHA, *Le « mercenariat » et le « circuit ». Situations banales dans le système de l'enseignement supérieur congolais*, in *Cahiers congolais de communication*, 2018- N°2, L'Harmattan, Paris, 2018
- Suchman, L., *Plans and Situated Action*. Cambridge, Cambridge University Press, 1987